

Grand débat national : la présidente renonce



Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP), a annoncé, hier soir, son retrait du grand débat national destiné à sortir de la crise des Gilets jaunes. Sa décision intervient après la polémique suscitée par son salaire. Page 5

Prélèvement à la source : les premières erreurs

Ces derniers jours, les plateformes téléphoniques ont été très sollicitées. Certains contribuables, qui avaient choisi un taux personnalisé ou individualisé, se sont vu appliquer un taux neutre. Basé sur le salaire, ce taux ne prend pas en compte les revenus du foyer.



Page 3

Foie gras interdit en Californie : producteurs français en colère

Page Terre

Calvados

Caen. – Le centre d'hébergement d'urgence accueille peu de migrants

Page 8

Il a fait 3 ans de prison pour rien, aujourd'hui il demande réparation

Page 8

Donald Trump au pied du mur

Soucieux d'empêcher l'immigration illégale, le président américain a signé, le 25 janvier 2017, un décret visant à « sécuriser la frontière sud des États-Unis grâce à la construction immédiate d'un mur ». Le point deux ans après.

Page 2



Débuter les cours à 9 h au lycée

C'est l'idée qu'a lancée Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France, pour « désaturer » les transports parisiens. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, se dit prêt à l'expérimenter.

Page 4



Handball : dix-sept Bleus au Mondial

Didier Dinart (photo), sélectionneur de l'équipe de France, a retenu dix-sept joueurs, au lieu de seize, pour disputer le Mondial en Allemagne. Il devra donc en écarter un, vendredi, pour le premier match contre le Brésil.

En Sports



Commentaire

par Patrice Moyon

Redonner du sens à l'impôt

« J'étais venu avec le sourire. On m'a demandé un chèque », disait l'acteur Jean Yanne à propos de ses impôts. La fiscalité est une source inépuisable d'inspiration pour les humoristes. Mais elle est aussi au cœur de la fronde des Gilets jaunes. Et fait partie des questions retenues pour le grand débat qui s'ouvre à partir du 15 janvier.

C'est bien l'envolée du prix de l'essence, via la taxe carbone, qui est à l'origine de la flambée de colère de ces dernières semaines. Les plus modestes ont eu le sentiment d'être victimes de la double peine : une relégation en périphérie des grandes villes avec, en prime, la facture de la transition climatique à assumer.

Trop d'impôt tue l'impôt, dit-on parfois. Et surtout, cela nuit à son consentement. Avec le Danemark, la France se trouve dans le peloton de tête des pays de l'OCDE pour les prélèvements obligatoires. Après une hausse constante ces dix dernières années, cette politique montre ses limites.

Certes, la France continue à bénéficier d'un système de santé performant et de politiques de redistribution qui, contrairement à d'autres pays de l'OCDE, ont permis de ne pas trop accentuer les inégalités. Sans cependant faire

reculer la pauvreté ni le chômage de masse.

C'est dans ce contexte qu'il faut resituer les mesures fiscales adoptées par Emmanuel Macron depuis le début du quinquennat : adoption d'une flat tax pour les revenus des capitaux, suppression partielle de l'impôt de solidarité sur la fortune. Avec un objectif clair : redonner du souffle aux investissements productifs et muscler la croissance française. Mettre fin à « un impôt idiot », dit Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics à propos de l'ISF.

Une équation à plusieurs inconnues

Reste à faire le bilan de cette réforme. Ce sera dans quelques mois, et il pourrait être contrasté. La théorie du ruissellement voulant que la baisse de la fiscalité des plus fortunés profite à l'économie, et donc au plus grand nombre, ne fait pas l'unanimité. Aux États-Unis, Robert Reich, l'ancien secrétaire d'État au travail du président Clinton, en parle comme d'un « canular cruel ». Dans un ouvrage récent (1), Arnaud Parienty y voit un « mythe ». Emmanuel Macron lui-même n'y croit pas. Et préfère parler de la responsabilité des premiers de cordée.

Une certitude, les arbitrages opérés ne font pas l'unanimité. Dans un sondage Ipsos publié au mois de novembre, 67 % des personnes interrogées se disent opposées à cette politique fiscale.

En attendant, le gouvernement se dit prêt à tout mettre sur la table pour ce débat lié à la fiscalité, y compris la taxe d'habitation. Mais il est confronté à une équation à plusieurs inconnues. D'une part, financer les mesures adoptées en faveur du pouvoir d'achat pour répondre à la colère des Gilets jaunes. D'autre part, répondre à cette demande de justice fiscale qui reste d'une brûlante actualité.

Politiquement, Emmanuel Macron ne veut pas rétablir l'ISF. Mais il peut rajouter une tranche à l'impôt sur le revenu, comme le suggère Pierre Méhaignerie, ancien ministre UMP. Ou faire le ménage dans les niches fiscales. Ou bien encore taxer les successions des plus riches patrimoniaux, une piste soulevée par la fondation Terra Nova.

Le débat mérite d'être conduit. Car, à travers cette question du consentement à l'impôt, c'est bien celle du vivre ensemble et donc de la démocratie qui est posée.

(1) *Le mythe de la théorie du ruissellement*, éditions La Découverte.

DU 9 JANVIER AU 19 FÉVRIER 2019

les Soldes

*Sur produits signalés en magasins et selon la date légale des soldes.

MAISON de la LITERIE

MONDEVILLAGE • Tél. 02 31 72 49 66

Capital ENSEIGNES 2019

MEILLEURE CHAÎNE DE MAGASINS DE L'ANNÉE 2018-2019